

Nos ennuis avec les États-Unis ont commencé à l'été, à cause du blé vendu à bas prix à divers pays du monde. Quand nous étions au pouvoir, nous leur avons dit: «Vous ne ferez pas cela». Mais l'administration américaine aujourd'hui ne fait pas grand cas de ce que dit le Canada, ni des notes canadiennes.

Vous vous rappelez la fameuse affaire Hal Banks. Le gouvernement du Canada a été très choqué du comportement politique du secrétaire d'État américain, qui au cours d'une année d'élections avait fait une chose inadmissible et à laquelle le gouvernement américain ne s'était jamais prêté: passer outre aux décisions de son personnel soi-disant ou quasi judiciaire. A la suite de l'incident, que j'ai qualifié à l'époque d'événement politique, c'est-à-dire peu après que M. Banks eut été déclaré non passible d'extradition, une somme fabuleuse a été avancée par le syndicat de Banks au parti démocrate.

Je me demandais pourquoi la France et les États-Unis ont pour ainsi dire tourné le dos au Canada sur la scène internationale. La réponse est claire quand on lit une déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lui qui avait accumulé les déficits et s'était montré inférieur à ses responsabilités financières, le voilà maintenant qui bricole dans les affaires internationales, auxquelles il n'est pas très bien préparé. Il a déclaré dans un discours: «Nous distribuons de l'argent partout dans le monde.» Voyez comment la distribution se fait.

Je constate dans le sommaire général que le Bureau de l'aide extérieure va dépenser cette année \$142,503,000, ou \$9,315,000 de plus que l'an passé. J'avais toujours cru que ces fonds visaient à hausser les normes, à assurer les pays économiquement faibles qu'ils jouiraient de nouvelles possibilités. Mais ce n'est pas ce qui se produit aujourd'hui.

Voici ce que déclarait à Edmonton le secrétaire d'État aux Affaires extérieures le 10 juin:

Le Canada limitera le nombre des pays qu'il aidera... Les bénéficiaires seront les Antilles, quelques pays francophones, d'Afrique en particulier, et certains pays à qui s'applique déjà le plan de Colombo...

Tout irait bien si la phrase se terminait là, mais le ministre explique ensuite la raison de ces contributions:

Le Canada se propose d'enrayer l'influence américaine dans les Antilles et l'influence française dans ses anciennes colonies...

Avez-vous déjà entendu parler d'aide aux Antilles pour y miner l'influence américaine

et aux anciennes colonies françaises pour les écarter de de Gaulle et du gouvernement français. C'est le commentaire le plus affreux que j'aie entendu sur les visées égoïstes que peuvent poursuivre nos programmes d'aide à l'étranger. (*Applaudissements*)

C'est difficile à comprendre. Si le ministre n'était un homme réfléchi, on pourrait conclure qu'il a parlé sous l'inspiration du moment. Mais le ministre a bien dit que nous aidions les Antilles dans le but d'y atténuer l'influence américaine.

Depuis quelques jours, bien sûr, le cabinet se préoccupe vivement du sort de l'Afrique et des sentiments des pays africains. Et pourtant, d'après le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en Afrique nous tâchons de desserrer peu à peu les liens étroits qui pourraient exister entre la France et ses anciennes colonies. Ce n'est sûrement pas la façon de créer la bonne entente internationale.

Nous en venons maintenant au Commonwealth. Je ne m'excuserai pas de prononcer ce mot, quoique le gouvernement l'ait banni de son vocabulaire. Il n'est jamais fait mention du Commonwealth maintenant. Je me demande pourquoi. Pendant plusieurs années, j'ai tenté d'obtenir des divers premiers ministres du Commonwealth qu'ils se réunissent de temps à autre dans l'une ou l'autre des capitales pour y tenir des conférences intéressantes tous les pays en cause. A l'époque, seuls deux ou trois pays s'y opposèrent. En 1968, les premiers ministres du Commonwealth offrirent de se rendre au Canada, chose sans précédent, mais le gouvernement s'y refusa. La raison, si j'ai bien compris, c'est qu'on n'était pas prêt à les recevoir. Drôle d'attitude de la part d'un gouvernement qui devrait pourtant connaître la force, l'efficacité et la mission libératrice du Commonwealth.

Je ne parlerai pas de la Couronne aujourd'hui, sauf en passant. L'autre jour, à la Chambre, j'ai dit que, pour une raison quelconque, il n'était fait mention ni de la Reine ni de la Couronne dans le discours du trône. La seule allusion au trône se trouve dans l'appellation même du discours.

Je me demande pourquoi. Ma foi, j'ai fait une remarque l'autre jour, qui a été récusée. J'ai obtenu un exemplaire du programme spécial du congrès des libéraux pour le choix d'un chef, qui est un magnifique exemple du travail de la Société Radio-Canada. J'en ai savouré la lecture dans tous ses détails. Il